

ANTIDOTE

Snyupfen
Union
Syndicale
Solidaires

NOTRE RÔLE ?



PROTÉGER LA FORÊT DES PRÉDATEURS

JOURNAL D'EXPRESSION LIBRE DES PERSONNELS FRANC-COMTOIS
DU SYNDICAT NATIONAL DES FORÊTS ET DE L'ESACE NATUREL

Mars 2017
n° 111

SOMMAIRE

	Page
Editorial	1
Le mariage forestier Bourgogne/Franche-Comté	2 - 3
Peter, arrête ton char !	4 - 5 - 6
Les services publics, éléments indispensables au développement ?	7 – 8 – 9
Brèves	10 – 11
Ménageons nos sols	12
Lettre d'un forestier comtois à ses amis alsaciens	13
Au rendez-vous des arbres	14 – 15
Un manifeste sur la liberté de la presse	16
Coup d'œil dans le rétro	17

Hommage : nous dédions ce numéro à Bernard CHRISTOPHE, docteur en pharmacie, inventeur du Tic Tox, qui s'est battu pendant près de 20 ans pour les malades de Lyme. Nous gardons un très bon souvenir de son intervention à VELAINES en 214, où il avait fait part, avec beaucoup de pédagogie et de passion, de ses connaissances sur les borrelioses aux représentants du SNU dans les CHSCT territoriaux et national. Son combat n'a pas été vain. Fin septembre 2016, le ministère de la santé a présenté un « plan national » contre la maladie de Lyme qui comprend notamment le développement de nouveaux tests de diagnostic.



EDITORIAL

1er semestre 2017 : deux enjeux forts pour le SNUPFEN Solidaires. Le premier sera les élections du mois d'avril pour élire vos représentants au sein des comités techniques territoriaux. Le second, aura lieu en mai, avec le XVIIème congrès de notre organisation syndicale. Organisé tous les 4 ans, c'est à cette occasion que seront adoptés les textes et les statuts sur lesquels s'appuiera le SNUPFEN pour mener ses actions.

En votant pour le SNUPFEN Solidaires, vous nous conforterez dans l'orientation choisie par notre organisation syndicale, à savoir (extrait du texte d'orientation proposé pour notre congrès) :

- défendre ou promouvoir une société plus juste et plus respectueuse de notre environnement. En termes de gestion forestière, nous défendons une politique forestière nationale pour répondre de manière cohérente aux enjeux locaux et globaux, pour assurer la nécessaire péréquation entre les régions. Nous continuerons à défendre, à conforter le code forestier et le régime forestier qui ont jusqu'à aujourd'hui fait toutes leurs preuves.

- lutter pour un service public renforcé : la forêt rend à la société des services aussi vitaux que variés, elle est un bien précieux à sauvegarder. Sa gestion constitue une activité sociale, essentielle et stratégique relevant de l'intérêt général. Parce que la gestion forestière constitue une gestion de long terme, nécessitant des investissements non rentables à court terme, elle doit échapper à la logique de marchés et à la recherche de profits.

- mettre en œuvre une gestion protectrice réellement multifonctionnelle qui résiste aux pressions des lobbies de tous bords. Le statut de fonctionnaire apporte des garanties d'indépendance nettement supérieures au statut privé qui expose les salariés à des pressions allant de la rémunération jusqu'au maintien dans l'emploi. Pour le SNUPEN Solidaires l'impartialité et la qualité attendues du service public sont intimement liées au maintien ou à l'obtention du statut de fonctionnaire pour tous les personnels de l'ONF, y compris pour les ouvriers forestiers qui façonnent également la forêt de demain.

- défendre également une gestion multifonctionnelle au niveau de chaque forêt, chaque parcelle. Une gestion forestière multifonctionnelle au sein de laquelle la production ligneuse se définit d'abord par sa comptabilité avec les autres services attendus de la forêt et non en fonction de la demande de la filière.

- permettre la réalisation des missions exigées par une gestion forestière de qualité. Le SNUPFEN Solidaires revendique des créations d'emploi ainsi que la réduction de la superstructure. Lutter pour l'emploi c'est aussi respecter le temps de travail légal et refuser les charges de travail supplémentaires. Nous assurerons de notre soutien tous les personnels qui s'engageront dans la lutte en interne comme en externe contre les vacances de postes. Nous mettons également tout en œuvre pour que n'existe plus à l'ONF de catégorie C, en technique comme en administratif.



Notre engagement et nos revendications ne s'arrêtent pas à ces quelques lignes. Pour vous représenter au mieux de vos intérêts il est important pour nous d'être au plus près des personnels et de vous rencontrer régulièrement au sein d'assemblées générales, de réunions de sections ou de toute rencontre fortuite ou organisée.

Pour renforcer notre légitimité et montrer à notre direction que vous ne baissez pas les bras et qu'à travers nous vous choisissez un ONF différent de celui vers lequel elle nous conduit :

VOTEZ ET FAITES VOTER

Véronique BARRALON

LE MARIAGE FORESTIER BOURGOGNE / FRANCHE-COMTE

La commission forêt/bois de la région Bourgogne Franche-Comté, émanation régionale de la commission nationale du même nom, s'est réunie à plusieurs reprises pour mettre en phase les pratiques franc-comtoises et bourguignonnes. Si le partage des compétences entre Besançon et Dijon fait grincer des dents, la pensée unique et de court terme qui inspire cette commission fait courir en ce qui la concerne, de nouveaux risques aux forêts régionales.

« Il y a tant de variétés dans la géographie de la France » notait déjà l'historien Vidal de la Blache. Bien que les querelles historiques entre Bourguignons et Franc-Comtois, narrées avec humour par un collègue lors de la première rencontre du bureau régional du SNU de BFC, émaillent leurs relations, le SNU partage une même vision de la forêt qui permet de prendre soin de ce bien commun.

Avec d'une part un taux de boisement de 44 %, dont 57 % sont publics et détenus à 88 % par 1740 communes en Franche-Comté, et de l'autre une Bourgogne boisée à 30 % dont les 2/3 sont privés, la sociologie des territoires, leur histoire, leurs biotopes ainsi que la structuration de la filière de transformation présentent en effet un tableau d'une grande diversité.

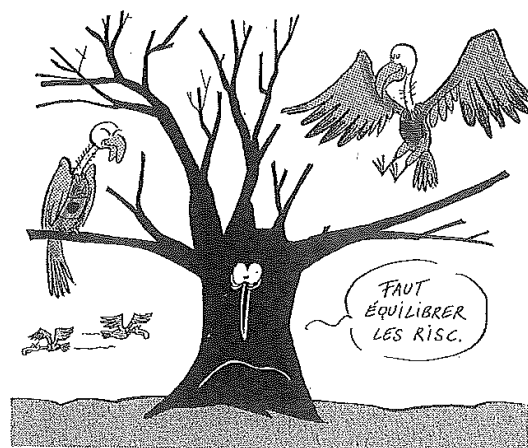
Décoiffant

Une 1^{ère} réunion de la commission forêt/bois a donc eu lieu dans le Morvan en octobre 2016. Composée presque exclusivement de représentants désireux de disposer de plus de bois et à moindre coût, le représentant de la direction de l'agriculture et de la forêt (DRAF) qui pilote la réunion, tâcha de ne pas les décevoir. Au fond et pour être plus précis, le cadrage préalable aux discussions consista à *lever quelques freins* à l'augmentation des récoltes et à permettre des reboisements sans que cela ne choque trop les populations.

Selon le plan national forêt/bois, ce sont en effet 790 000 m³ de bois d'industrie et de bois énergie supplémentaires qui sont à prélever en BFC à l'horizon 2025. Selon un scieur présent : « on va enfin pouvoir passer d'une gestion patrimoniale de conservation dépassée à une sylviculture de production », puisque selon le représentant d'une coopérative forestière, dans le cas où l'assistance ne l'aurait pas encore compris ; « c'est bien le marché qui dirige la sylviculture ! »

Se pose néanmoins une question préalable : de quel marché au juste parle-t-on ? Celui du déficit imputable à la transformation des produits forestiers, des douglas du Morvan par exemple, largement exportés vers l'Allemagne et dont la valeur ajoutée nous échappe ? Et quelles conséquences tirer de l'approximation par l'IFN et admise par tous, des volumes à exploiter dans notre région ? Une chose semble en tout cas certaine ; il est devenu urgent de planter, « *même dans les ZNIEFF en laissant quelques feuillus* », puisque « *la régénération naturelle n'est pas de qualité*. » C'est en tout cas ce que déclare Naudet, président du Syndicat national des pépiniéristes présent à cette réunion.

Au milieu d'une assistance toute à tu et à toi, le SNU garde néanmoins les pieds dans l'humus.



Retour à la réalité

C'est encore sous la houlette du Ministère de l'Agriculture et de la Forêt qu'une deuxième réunion a lieu à Lièvremont dans le Doubs. Les intérêts multiples et divergeant, la complexité des milieux naturels, leur histoire et les caractéristiques du tissu industriel et commercial en présence inviteront cette fois l'assistance à plus de retenue et à ne pas réduire la forêt à un simple stock de lignine standardisée et renouvelable. « *Ici on n'est pas dans le Morvan !* » déclarera même un scieur franc-comtois.

(Les Résineux de Franche-Comté).

Remarque qui semble avoir quelque peu délié les langues.



En effet, la demande en douglas par exemple ne peut se réduire à planter à fortes densités avec des intrants chimiques et des amendements comme cela a été suggéré.

Les bois de 70 de diamètre sont toujours très demandés et il faudra aussi veiller à en assurer la fourniture sur le long terme (Sougy). Les mérandiers aux structures encore familiales se font une rude concurrence et s'inquiètent de la diminution de l'offre en gros chênes aussi bien en forêt publique qu'en forêt privée. Dans l'intention de maximaliser la mobilisation de la ressource, certains marchands suggéreront même que toutes les forêts deviennent publiques. En réponse à tous ces maux, le représentant des pépiniéristes déjà cité et qui a décidément réponse à tout, ferait assez penser à Toinette la servante du *Malade Imaginaire* qui, face aux lamentations d'Argan, prescrirait à cantonade sa potion magique; « *La plantation, la plantation, vous dis-je* » ! (1)

Pousses-toi de là...

Actuellement l'industrie de la biomasse bénéficie des portages financiers les plus importants. Des objectifs européens d'utilisation d'énergie renouvelable largement subventionnés, désignent en effet cette filière comme le principal opérateur dans la captation de la ressource verte des territoires. Même si des structures locales existent déjà, de nouveaux acteurs de dimension nationale ou transnationale redessinent les paysages à leurs profits. En forêt publique, c'est par l'intermédiaire d'ONF Energie, qui dispose de relais territoriaux efficaces, que se structure en amont une filière susceptible à terme d'intervenir dans toutes les forêts. Au moyen d'engins surdimensionnés, un nouvel usage de la ressource se substitue aux usages anciens et formate les espaces forestiers aux désidératas de ces nouveaux acteurs. Un exemple en a été fourni il y a peu en forêt communale de Villebichot, située entre Beaune et Dijon. Une opération séduction a en effet été organisée conjointement par l'ONF et le Syndicat des énergies renouvelables qui, dans cette commune a pris la forme d'une coupe à blanc avant plantation. La brochure distribuée à cette occasion à la presse, cosignée par France Biomasse Energie nous informe d'une part que « *les réglementations qui encadrent l'accès à la récolte de bois* devaient être *allégées* » et de l'autre que « *d'une manière générale, il fallait simplifier l'exécution des chantiers sylvicoles* ».

En résumé ; *Ya ka, et-puis banzai !*

A suivre...

(1) « *Le poumon, le poumon, vous dis-je.* » - Molière - Le Malade Imaginaire - Acte 3, scène 14 - Ecrit en 1673.

PETER, ARRETE TON CHAR !

Cela devient une fâcheuse habitude, à l'occasion de son message de vœux cette fois, notre DG fait appel à une référence littéraire complètement sortie de son contexte, donc inappropriée, hors sujet, et du coup provocante.

En complet décalage avec son personnel, en total déphasage avec sa fonction, le mégalo Dubreuil est atteint du « syndrome de la promotion Focus » encore appelé « principe de Peter ».

Mais au sein de notre Etablissement, il n'est pas le seul, malheureusement.

René Char maltraité

Fin décembre, tout le personnel de l'ONF reçoit par courrier postal, un message de vœux de son cher Directeur Général, un certain Christian Dubreuil totalement inconnu du monde littéraire malgré les nombreuses citations qu'il aime citer dans des assemblées d'élus où il tente de se faire remarquer, admirer.

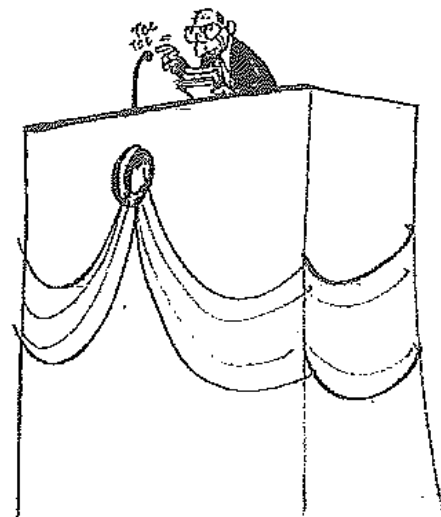
Son message d'un optimisme forcé, d'une condescendance insupportable, d'une vacuité courante dans cet exercice, se termine, ô surprise, par une citation de l'écrivain et poète français, René Char : *« l'année qui accourt a devant elle le champ libre »*.

Pourquoi ce choix ? Cette citation laisse le lecteur dubitatif.

Premier réflexe, rechercher la pensée de René Char, retrouver le texte auquel elle appartient et la replacer dans son contexte.

Cette phrase, lourde de sens, fait partie de « *Note sur le maquis, Recherche de la base et du sommet* » écrit en 1944 alors que René Char est un résistant actif, chef départemental de la Section Atterrissages - Parachutages pour les Basses-Alpes. Subissant l'oppression nazie qu'il combat depuis 1941, il sent, en 1944, que la délivrance est possible. Contre l'attente d'un avenir défini, Char défend ce qu'il appelle l'espoir de l'imprévisible, l'espoir que quelque chose d'inattendu surgira, qui renversera l'oppression. L'année qui accourt, 1945 en l'occurrence, se révélera comme celle de la Libération, année mémorable en effet.

Le texte qui porte la citation est le suivant : *« Montrer le côté hasardeux de l'entreprise, mais avec un art comme à dessein rétrospectif, dans sa nouveauté tirée de nos poitrines, dans la vérité ou la sincère approximation de celle-ci... Ce sont les fautes de l'ennemi, sa consigne d'humilier avant d'exterminer, qui surtout nous favorisèrent. Sans le travail forcé en Allemagne, les persécutions, la contamination et les crimes, un petit nombre de jeunes gens seulement auraient pris le maquis et les armes. La France de 1940 ne croyait pas, chez elle, ni à la cruauté, ni à l'asservissement ; cette France livrée au râteau fantastique de Hitler par la pauvreté d'esprit des uns, la trahison très préparée des autres, la toute puissante nocivité enfin d'intérêts adversaires. De plus, l'énigme des années 1939-1940 pesait sur son insouciance de la veille comme une chape de plombs.*



Dans la rapide succession des espoirs et des déceptions, des soudains en-avant suivis de déprimantes tromperies qui ont jalonné ces quarante dernières années, on peut discerner à bon droit la marque d'une fatalité maligne, la même dont on entrevoit périodiquement l'intervention au cours des tranches excessives de l'Histoire, comme si elle avait pour mission d'interdire tout changement autre que superficiel de la condition profonde des hommes. Mais je dois chasser cette appréhension. L'année qui accourt a devant elle le champ libre... ».

Soixante-douze ans plus tard, alors que la France est en paix (certes relative) et en situation souveraine (relative également), Dubreuil utilise une citation d'un résistant célèbre pour évoquer l'année 2017. Le contexte n'a rien à voir avec celui de l'Occupation vécue par Char. Pourtant, notre DG semble considérer que l'oppression existe, qu'elle vient probablement dans son esprit des organisations syndicales et que le fait qu'il s'en affranchisse va libérer toutes les énergies, faire sauter tous les verrous, toutes les protections, rendre l'ONF « performant » au sens libéral en réalisant tous les objectifs du Contrat de Plan.

Quelle indécence ! Les époques n'ont rien de comparable et les résistants, les forces de progrès qui veulent libérer l'ONF de la pression exclusive de la filière bois, des intérêts financiers, sont les syndicats, les personnels qui doivent faire face à une direction autocratique et nuisible pour les milieux forestiers et les hommes qui les gèrent et tentent de les protéger. C'est une inversion des rôles. La même que faisait Anne-Marie Boulengier, ancienne DRH de l'ONF, lorsqu'elle affichait fièrement dans son bureau le portrait de Jean Moulin considérant que sa résistance, son esprit libre étaient exemplaires et l'inspiraient.

Le niveau d'incompétence

Notre directeur fait mine de diriger l'établissement ONF mais en est totalement incapable : il ne rencontre pas ses cadres et n'arrive donc pas à les motiver, à faire passer les directives, il refuse le dialogue avec les organisations syndicales et par la même avec son personnel, il dépense sans compter, il communique en usant de la propagande et du mensonge, il ignore les véritables compétences des fonctionnaires et personnels de droit privé qui constituent et font vivre l'ONF. Il arrive d'une Agence où il dirigeait une centaine de personnes et se retrouve à la tête d'une entreprise qui en compte quelques 9 000 tout en pensant que les deux organisations se gèrent de la même manière.

A quelques années de la retraite, Il a obtenu un poste inespéré, son bâton de maréchal. Or « *dans une hiérarchie, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence* » selon le principe de Peter, loi empirique énoncée en 1970 par deux américains, Peter et Hull. Malheureusement pour nous, notre DG confirme cette règle qui précise également « *qu'un incompétent à un poste donné n'est pas promu à un niveau supérieur, ni rétrogradé à son ancien poste* ». On risque donc de se le coltiner jusqu'à sa retraite. A moins que l'on arrive à le pousser vers la sortie avant...

La stagnation hiérarchique

Peter et Hull remarquent également que plus le nombre d'échelons hiérarchiques est élevé, plus chacun voit une chance de parvenir à son niveau d'incompétence et de subir une stagnation hiérarchique. Les cadres sup, quand ils sont devenus réellement incompetents, se complaisent à fréquenter des réunions, colloques, séminaires, conférences...

Et le gros problème, c'est qu'on ne peut déboulonner un hiérarque incompétent car seul un hiérarque peut le faire et que s'il le fait, il se déjuge et admet son incompétence à discerner le personnel compétent.

Les chaises musicales de la nouvelle DT

Chaque réorganisation, donne lieu au même jeu de chaises musicales, untel prend la place de X qui la prend à Y qui la laisse à l'époux ou l'épouse de Z... Au final, on retrouve les mêmes têtes tout en haut de l'organigramme de l'entreprise.

Parfois, il suffit d'être au bon endroit au bon moment pour bénéficier d'une promotion inespérée et à la faveur d'une nouvelle réforme de se retrouver à la tête d'un service, d'une agence, bref dans les rails pour la promotion suivante sans être particulièrement compétent. Le plus important est d'être servile, opportuniste.

Les nominations de janvier au sein de la nouvelle DT Bourgogne-Franche-Comté interpellent. Les mêmes hiérarques qui dirigeaient la Franche-Comté ou la Bourgogne se retrouvent à la tête d'une délégation territoriale deux fois plus grande en surface de forêt à gérer et en effectif. Une promotion obtenue sans passer de concours ou subir une réelle évaluation.

Alors pourquoi un tel système ? Peut-être, comme le suggère Peter, qu'il « *s'agit d'une manœuvre qui consiste à accorder à des personnes incompetentes une promotion vers un poste plus prestigieux en apparence mais en fait à responsabilité inférieure. Les nouveaux postes ont des titres impressionnants en comparaison de leur contenu* ».

C'est une hypothèse qui ne s'applique pas forcément à tous les cadres de la DT. Nous laissons à Peter, la responsabilité de ses affirmations.

Pouvoir de nuisance

Dans toute organisation, le travail est accompli par les personnes compétentes, les incompetents ne pouvant que les gêner. Du coup, et c'est une extension du principe de Peter, « *il est logique que les gens les moins compétents soient systématiquement affectés aux postes où ils risquent de causer le moins de dégâts : ceux de managers* ».

A l'ONF, les managers sont nombreux et n'ont jamais appris à diriger des subordonnés, à gérer un service. Leur relationnel est souvent médiocre. Le système leur donne encore beaucoup trop d'importance d'où un réel pouvoir de nuisance dans le fonctionnement de l'entreprise.

Commençons par écarter le DG, ses clones devraient suivre...

« Certes, il faut écrire des poèmes, tracer avec de l'encre silencieuse la fureur et les sanglots de notre humeur mortelle, mais tout ne doit pas se borner là. Ce serait dérisoirement insuffisant.

Je te recommande la prudence, la distance. Méfie-toi des fourmis satisfaites. Prends garde à ceux qui s'affirment rassurés parce qu'ils pactisent. Ce n'est pas toujours facile d'être intelligent et muet, contenu et révolté. Tu le sais mieux que personne. Regarde, en attendant, tourner les dernières roues sur la Sorgue. Mesure la longueur chantante de leur mousse. Calcule la résistance délabrée de leurs planches. Confie-toi à voix basse aux eaux sauvages que nous aimons. Ainsi tu seras préparé à la brutalité, notre brutalité qui va commencer à s'afficher hardiment. Est-ce la porte de notre fin obscure, demandais-tu ? Non. Nous sommes dans l'inconcevable, mais avec des repères éblouissants.

René Char – 1941

Le nouveau directeur
du service

Je ne le voyais
pas comme ça



Extrait de « *Billets à Francis Curel .
Recherche de la base et du sommet* »
Editions Gallimard 1955

LES SERVICES PUBLICS, ELEMENTS INDISPENSABLES AU DEVELOPPEMENT ?

Ou les pérégrinations d'un forestier en milieu tropical...

Les hasards de la vie nous font parfois voyager dans des contrées lointaines. Dans des lieux dont nous ignorions jusqu'alors l'existence. C'est ainsi qu'au détour d'un site d'annonces de stage, je suis partie en mission humanitaire, en Afrique de l'Ouest, dans un tout petit pays, le Togo. Un séjour de 2 mois, riche en rencontres, à la découverte de manières différentes de vivre et de penser. Un séjour relativisant notre mode de vie occidentale et ses impératifs, et incitant à réfléchir sur notre société ainsi que les choix qui y sont faits. Des témoignages et réflexions, que je vous propose de partager ensemble, au travers de plusieurs articles, dans notre sympathique revue syndicale.

Présentation du pays :



Le Togo, c'est 10 fois moins que la France : en superficie, 56 790 km², et en population, 7 millions d'habitants. Et 20 fois moins en niveau de vie ; l'équivalent du SMIC se situant autour de 50-60 €.

Il fait partie des pays les plus pauvres du monde. Au 10^{ème} rang en se basant sur le PIB. Et 162^{ème} sur 187 pays en prenant l'Indice de Développement Humain, avec un IDH dit faible. Près de 40 % de sa population vivent avec moins de 1 dollar par jour. Proportion bien plus grande en milieu rural, qui concentre 60 % des togolais.

Et du niveau de développement :

Anciennement appelé « pays sous-développés », terme jugé négatif, le Togo fait aujourd'hui partie des « pays des Suds ». Nom en rapport avec la situation géographique (ça fait aussi plus ensoleillé) et surtout en opposition avec le nord du monde, où se trouve l'essentiel des pays développés. Le pluriel de l'appellation est là pour rappeler la pluralité des situations de développement. En effet selon les époques, les organismes ou les auteurs, la mesure du développement, tout comme la classification des pays, n'est pas uniforme et connaît de nombreuses évolutions. Même si les indices économiques (le fameux PIB) restent importants, d'autres sont pris en compte, comme l'alphabétisation, l'accès à la santé et à l'eau potable, l'égalité homme-femme, les taux de mortalité globale et infantile, l'espérance de vie....voire même le niveau de bonheur.

Dans tous ces domaines, le Togo fait partie des « mauvais élèves ». Si l'on s'en tient aux publications officielles et aux orientations politiques, le pays semble bien se porter et en plein essor. Sur place, la situation est tout autre.

Le plus frappant est le gradient décroissant du niveau de développement, depuis la capitale, Lomé, aux villes moyennes, puis dans les villages.

Quelques exemples : l'accès à l'eau. A Lomé, chaque rue, ou au mieux l'habitation, est pourvue d'un réseau amenant l'eau. Pas toujours très régulièrement, mais il suffit, comme chez nous, de tourner le robinet. Dans les petites villes, pas de réseau mais la présence de nombreux puits, individuels ou collectifs, avec pour les plus aisés, une pompe électrique pour amener l'eau dans la maison.

Au village, au mieux, un seul forage avec pompage manuel, sinon il faut aller à un point d'eau naturel qui se trouve souvent à plusieurs kilomètres. Bien sûr le transport de l'eau se fait dans des récipients, posé sur la tête, des femmes et des enfants.

Pareil pour l'accès à l'électricité. A Lomé, un réseau, stable et accessible à tous. Dans les autres villes, un réseau bien plus instable, avec des coupures quotidiennes, mais desservant tous les quartiers, grâce à des fils accrochés à de simples perches en bois. Et aucune électrification dans les villages, où les seules possibilités de produire de l'électricité sont le groupe électrogène ou les panneaux solaires. Les deux options étant prohibitives, car coûtant le même prix qu'en Europe. Un lourd investissement, réalisable que par la collectivité.

Autre exemple : les infrastructures routières. Les avenues de la capitale et les routes nationales principales sont goudronnées et en bon état (merci les Chinois !). Tous les axes secondaires sont en terrain naturel (même en ville). Et l'accès aux villages situés à plus de 5 km d'un axe important se fait par une piste défoncée.

Le seul réseau qui fonctionne partout est la téléphonie mobile, même si aucun réseau filaire n'est installé. Pratiquement tous les adultes possèdent un téléphone portable. C'est d'ailleurs souvent le seul moyen d'accéder à Internet, qui existe en 2 ou 3G. Deux opérateurs privés se partagent le marché. Ici pas de vente de forfait, mais des crédits rechargeables, partout, selon les besoins.



Mais où sont les services publics ?

A première vue, le pays semble doté de services minimum. On trouve, dans tous les villages, dans tous les quartiers, des écoles en dur et des cases santé ou dispensaires. Mais, après interview des locaux, on se rend compte de la très faible présence, voire de l'absence du Public, dans ces structures, pourtant indispensables. Les villes sont toutes équipées d'hôpitaux et de cliniques. Certes la consultation, ainsi que la dispense des soins, sont gratuites. Mais avant de se faire soigner, le malade doit acheter tout le matériel, des produits médicaux aux instruments (perfusion...) en passant par les draps, pour un séjour prolongé. Dans ce cas, pas de service de nettoyage et de restauration. L'entretien du malade est laissé à la famille.

La situation est différente au village. Dans tous, il existe un relais santé. Au mieux il s'agit d'un dispensaire, sinon d'un villageois volontaire, formé aux premiers secours et au suivi des principales maladies. Là l'accès aux soins est gratuit. Un service public ? Même pas, ce réseau de service de santé de proximité est pris en charge par des ONG et la Croix Rouge internationale fournit l'essentiel des médicaments. L'unique intervention de l'Etat est la formation des agents de santé communautaires, à raison d'une journée par trimestre, à l'hôpital de la Préfecture.

La situation est tout aussi surprenante pour l'éducation. L'organisation de la scolarité est la même qu'en France.

Par contre la scolarisation n'est obligatoire que jusqu'à la fin du primaire. Le bâtiment scolaire est construit par la collectivité, comme chez nous. L'Etat fournit bien tous les enseignants, mais dans les écoles des villages, par leur salaire ! Une somme annuelle, par enfant scolarisé, est alors demandée aux familles. Un vrai coût pour les familles nombreuses, et pauvres, qui retardent la scolarisation de leurs enfants, ou les retirent plus tôt.



Le collège et le lycée sont bien évidemment payants : scolarité, livres, matériels et uniforme. Au Togo, sans argent, difficile d'avoir accès à l'éducation et aux soins. Donc peu de possibilité de sortir de la pauvreté.

Et que fait l'Etat ?

Il emprunte régulièrement auprès des organismes financiers internationaux, pour financer des grands projets : aéroport, zone portuaire, routes... En contrepartie de la renégociation de sa dette, il accepte de baisser le nombre de fonctionnaires (tiens, ça me rappelle quelque chose) ainsi que leur revenu (la plupart sont déjà au smic local). Dans un contexte d'austérité, il s'est engagé à ouvrir au secteur privé la gestion des réseaux de distribution et de certains services publics. Et suivant les préconisations du FMI, il ouvre le pays aux investisseurs étrangers. On y retrouve des chinois, des allemands (le Togo a d'abord été une colonie allemande), et des français (dont Total et Bolloré !). Mais ces partenaires économiques restent dans la capitale et la bordure maritime.

Au-delà, la faiblesse et l'absence des infrastructures empêchent toute organisation de transport, de communication, même l'installation d'entreprises togolaises.

Il n'existe aucun réseau de transport public. Il y avait bien une voie ferrée qui traversait tout le pays, du nord au sud, mais elle est abandonnée depuis les années 80. Et pourtant, on arrive assez facilement à se déplacer. Pratiquement toutes les voitures qui circulent assurent un service de taxi, plus ou moins officialisé. Des chauffeurs « type Uber », sans plate-forme internet, qui en prenant des voyageurs, tentent de payer leur déplacement et l'entretien du véhicule. Mais il suffit d'une contravention, ou d'un bakchich, lors d'un des nombreux contrôles routiers de l'armée, pour perdre le peu de bénéfices de l'opération.

Beaucoup de jeunes ont investi dans une moto, chinoise, et la remboursent en faisant le taxi, le « zem », dans les villes. Ils espèrent ainsi échapper à la pauvreté rurale, mais rencontrent souvent la misère urbaine.

Des services privatisés, moins chers pour l'utilisateur ?

Finalement, ce monde, presque totalement privatisé, tant rêvé par certains de nos politiques, est-il intéressant pour les habitants, au niveau du prix des services et de l'entrepreneuriat ? Effectivement il est très facile, au Togo, de créer sa propre entreprise : pas de charges sociales, mais aussi aucune sécurité pour l'entrepreneur. Un accident, une maladie (avec le paludisme qui touche plus de 50% des habitants et dont le traitement d'une crise coûte le quart du smic de là-bas) et c'est la pauvreté assurée.

Quant au coût des services, les quelques calculs que j'ai effectués m'ont interpellé.

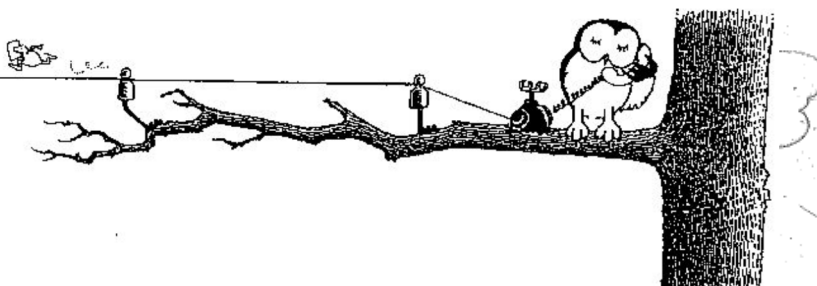
Exemple de l'eau potable, qui réellement n'existe que conditionnée dans des sachets plastiques. A l'unité, le sachet d'un demi-litre se paie 25 FCFA, soit environ 4 cts d'euros. Même en achetant en grande quantité pour faire baisser le prix à l'unité, le mètre cube d'eau potable coûte 240 € ! A comparer aux 3 € le m³ dans nos petites villes. A ce prix, l'Etat togolais pourrait largement investir dans l'installation d'un réseau sécurisé, partout, même dans les villages les plus reculés. Et éviter ainsi les déchets plastiques !

Quant au prix des transports, dans un univers de chauffeurs entrepreneurs. Faire 100 km, en tant que passager, coûte 3 €, dans des conditions de forte promiscuité et de faible sécurité. Soit l'équivalent de 60€, en se basant sur notre niveau de vie. Les ruraux se déplacent donc très peu. Ils ne le font que pour des festivités familiales ou des problèmes de santé.

De retour en France, je mesure la chance d'avoir des services publics performants. Et surtout pas aussi chers comme certains voudraient nous le faire croire. Des services publics, bien sûr toujours perfectibles, mais, par-dessus tout, à conserver !

Prochain article : l'agro-écologie.

BREVES



Préparer l'avenir : Une question posée aux chambres d'agriculture de Bourgogne Franche-Comté concerne l'adaptation des pratiques agricoles aux changements du climat à l'horizon 2050 et celle de la formation des techniciens formateurs : « faut-il continuer à former des spécialistes par filières (lait, céréales, viticulture...) ou-bien vaut-il mieux former des généralistes » ? Une chose est en tout cas certaine, la spécialisation des métiers à l'ONF simplifie le regard porté sur les forêts et multiplie d'autant les risques de mauvaise adaptation.



Bulletin météo : La pluviométrie annoncée pour les années à venir devrait rester stable (900 mm/m2/an), par contre l'évapotranspiration sera plus forte et ne laissera au sol que 200 mm au lieu de 300 mm actuellement. Sur les plateaux du Jura il y a eu 20 jours de gel entre 1976 et 2005, 10 jours sont annoncés pour 2025 et 5 après 2070.



Pour la science : Les premières décisions de Trump consistent à réduire toutes les recherches concernant l'observation de la Terre et à démanteler l'expertise sur le réchauffement. Une **marche mondiale pour la science** est organisée le **22 avril** prochain, également jour de la Terre, pour que les vérités scientifiques ne soient pas falsifiées, contestées ou dissimulées et pour que ces vérités ne deviennent pas secondaires.



Solidaires : Comme dans le Jura, les anglais se mobilisent contre l'extraction du gaz de schiste en forêt de Sherwood, celle de Robin des bois et de son arbre millénaire. La marée noire est mondiale et les Robins des bois aussi !



Massacre à la tronçonneuse : Alors que des millions d'hectares de forêts sont exploités illégalement en Roumanie avec la complicité de fonctionnaires et d'une classe politique déconnectée des réalités, le géant autrichien du bois Schweighofer vient de se voir retiré son label FSC après une plainte du WWF de 2015.



La justice oui, mais pour les autres : Sur un prospectus de campagne de Fillon une phrase est mise en avant sur la première page : « *la sécurité doit être partout et pour tous avec des forces de l'ordre modernisées et une justice ferme et rapide.* » Dont acte.



Retraité : Il a rangé son pupitre et son scan. Chaque semaine, il adressait aux détenteurs d'une boîte mail à l'ONF, des brèves, des infos illustrées. Il incarnait le syndicat *SNAF* devenu « *Génération Forêt* » au point qu'on pensait qu'il était devenu son dernier représentant. Son nom était plus connu que celui de notre DG. Sûr que si l'on vous dit « *Michel Ablancourt* », cela vous parle.



Bugs en cascades : Le 11 janvier, le chef du département bien nommé « *Solutions techniques et Sécurité* », Darius Koloczek, nous informe tout au long de la journée d'une impressionnante série de dysfonctionnements informatiques. Comme toujours le langage est abscons : « *une anomalie sur la baie de stockage du Datacenter Chêne impacte les bases de données Oracle et tous les services associés. Les applications disponibles sont : SAP, Pléiades, GERFHO.* » Un coup des services secrets tchèques ? ou russes ?



Jeu de mot : Belle confusion d'un manager dans un bilan d'activités. Plutôt que de mentionner une recrudescence des travaux et des commandes, il a rédigé « *recrue d'essences* ». La diversité biologique plutôt que les tendances « *froides* » de chiffre d'affaires. Dans ce sens-là, c'est sympa.



Poisson d'avril ? La DRH de la DT est arrivée dans la région en même temps que le PPO en 2002. Depuis son départ a été annoncé plusieurs fois, mais la règle admise de mutation des cadres tous les sept ans n'a pas été respectée. Son départ au 1^{er} avril sera-t-il enfin le bon ?



Vu de l'extérieur : Les travaux à la DT sont terminés, c'est beau, c'est propre, ça sent le neuf mais c'est assez aseptisé. Il n'y a plus d'accueil à l'entrée et les portes des bureaux sont souvent closes. Heureusement, suivant les services, il n'y a qu'une imprimante par étage, sans doute pour que les gens puissent encore se rencontrer un peu.



C'est occupé ! Une collègue retraitée est venue faire un tour à la DT le jour de la galette. Les travaux à la tour venaient juste de se terminer et la pauvre s'est retrouvée coincée aux toilettes, un certain temps, jusqu'à ce que quelqu'un entende ses appels désespérés.



La Lettre de Sa Majesté

Permettez Votre Majesté
Qu'à Votre pli cacheté
Je réplique comme j'aime
Par un petit poème.

Vos Sujets, Vous ne daignez pas les rencontrer,	Votre Lettre, je l'ai bien reçue
Vous ne voulez jamais les écouter	Mais résolument je ne l'ai pas lue.
Et à grand frais Vous espérez qu'ils Vous lisent.	Elle a fini d'être acheminée
Alors il faut que je Vous dise :	Dans les flammes de ma cheminée...



MENAGEONS NOS SOLS

Le 20 février, nous apprenions le décès de Xavier Beulin, président de la FNSEA, considéré par beaucoup comme le « véritable ministre » de l'agriculture. Fils de paysan, à la tête d'une exploitation de 500 ha et d'un empire agro-industriel et financier, le géant céréalier Sofiprotéol (6.5 milliards d'euros de chiffre d'affaires), défenseur d'une agriculture productiviste, il incarnait une nouvelle génération de responsables agricoles davantage portés sur la génétique et les biotechnologies que sur le bio.

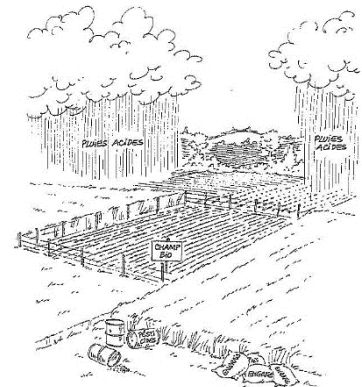
Pure coïncidence, le même jour, le quotidien Libération publiait un appel, de représentants d'associations de protection de la nature, de chercheurs, d'agriculteurs dont Pierre Rabhi et Michel Dubromel (vice-président de FNE), pour la protection des sols malmenés par l'agriculture intensive décrite plus haut. Cet appel est adressé à la Commission européenne afin qu'elle prenne les mêmes dispositions que pour l'air et l'eau.

Et non pas manageons nos sols...

Compte tenu de l'importance, de la gravité du sujet, il nous a paru important de vous proposer un extrait du texte soutenu par pas moins de 400 organisations européennes et de vous communiquer les références du site qui vous permettra de prendre part à une initiative citoyenne européenne pour la protection de nos sols.

« Le modèle agricole européen est à bout de souffle et le sol, ressource de base pour le travail d'agriculteur, a été malmené. Erodé car laissé nu entre deux cultures, tassé car arpenté par des tracteurs de plus en plus lourds, contaminé car nourri aux produits phytosanitaires, artificialisé pour répondre aux besoins de l'expansion urbaine. Cette base de l'agriculture est en piteux état. Heureusement le sol est un milieu résilient.

Des alternatives fleurissent déjà sur tous les territoires, avec pour objectif de produire mieux avec moins. Une meilleure qualité, un meilleur revenu pour le producteur et surtout une meilleure intégration de la ferme dans son environnement. Travailler avec la nature et non contre elle. Laisser les vers de terre aérer le sol au lieu de le faire par le labour, remettre des haies pour que leurs habitants se nourrissent des ravageurs, associer certaines variétés entre elles et augmenter la diversité des cultures pour combattre les maladies.



Ces solutions alternatives aux produits chimiques représentent une économie de temps et d'argent pour l'agriculteur. Ces systèmes agricoles innovants prennent leurs racines dans l'agroécologie. Ils visent la triple performance économique, environnementale et sociale et s'inscrivent dans un mouvement de réduction de consommation de protéine animale et de produits lactés. Pour arrêter de scier la branche sur laquelle elle est assise, la profession agricole doit amorcer ce virage et remettre la santé des sols au cœur de son fonctionnement (...) La sauvegarde des sols est un enjeu sociétal fort au regard des nombreux services qu'il nous rend, en stockant du carbone, en filtrant notre eau, etc...

(...) 400 organisations ont rejoint le mouvement People4soil en demandant à la commission européenne de protéger les sols comme elle protège aujourd'hui l'air et l'eau. Comment ? Grâce à une initiative citoyenne européenne. Ce mécanisme de démocratie directe permet à 1 million de citoyens européens de proposer une mesure et d'interpeller directement la commission européenne. Nous avons jusqu'à septembre pour atteindre le million à travers la campagne People4soil (1) ».

Sur le site www.lappeldusol.fr.



LETTRE D'UN FORESTIER COMTOIS A SES AMIS ALSACIENS

Mes chers collègues,

Je connais la rigueur et le niveau d'exigence alsacien, aussi ai-je été surpris d'apprendre lors de mon dernier passage dans votre belle plaine alluviale, que des coupes d'entretien le long des berges de l'Ill, affluent du Rhin bien connu, aient suscité la colère d'associations naturalistes et du grand public qui fréquentent les lieux.

Que s'est-il passé ?

Il semblerait que contrairement à ce qui se fait habituellement et à ce qui était programmé, à savoir des coupes ponctuelles, chirurgicales d'arbres qui penchent, des coupes à blanc massives aient été réalisées.

Les techniciens du service Environnement du département intervenant pour le compte du Syndicat mixte de l'Ill, lui-même mandaté par la ville de Mulhouse auraient fait une erreur de marquage et ont fait depuis leur mea culpa. Ils ont expliqué qu'habituellement ils réalisent un marquage simple pour que les bûcherons coupent les arbres. Pour la première fois, ils ont effectué un marquage double, de « type forestier » pour indiquer quand abattre un arbre ou quand seulement l'élaguer. Or les bûcherons n'ont pas été prévenus de ce changement... Résultat, en voulant faire mieux, ils ont fait pire. Le cloisonnement des services, l'absence de communication, d'échanges élémentaires sur le terrain entre les différents intervenants engendrent des dysfonctionnements et des conséquences fâcheuses.

Dans un secteur plus en aval, un site était couvert par de très vieux peupliers qu'il fallait sortir en priorité, d'autres arbres plus jeunes ou d'essences différentes étaient également présents et devaient être conservés. Ces derniers n'avaient donc pas été marqués. Mais comme le syndicat mixte voulait valoriser le bois en plaquettes, il a fait appel à ONF Energie « *dont c'est le métier* ». Or la super filiale de l'ONF a eu la main lourde et a rasé tout ce qui dépassait. Brutale en forêt, elle n'a pas été plus subtile en ville. Les gros bourrins qui gèrent cette entreprise satellite, cet électron libre, font beaucoup de mal à notre établissement et à notre crédibilité, à notre professionnalisme. Vous en conviendrez, la nature n'est pas le métier d'ONF Energie.

Les naturalistes alsaciens qui doivent parfois vous bousculer dans le cadre de votre gestion forestière traditionnelle, très pointus et très actifs, sont logiquement montés au créneau. Ils ont rappelé, à juste titre, que les arbres creux servent aux colonies de chauve-souris et à la nidification, que les coupes réalisées par – 10° C ont probablement provoqué une mortalité importante parmi les oiseaux hivernant sur le bassin. Ils ont également annoncé à court terme, sur ces berges mises brutalement en lumière, la prolifération de plantes envahissantes comme la renouée du japon, le topinambour, le robinier ou la balsamine de l'Himalaya et la banalisation irréversible du milieu. Ou des surcoûts d'entretien faramineux pour combattre ces invasives. Ces coupes à blanc ayant été réalisées par erreur, le syndicat mixte s'est engagé à replanter... Mais le mal est fait.

Comme nous, vous devez déplorer ces erreurs, ces dégâts et être en colère de l'amalgame qui risque d'être fait entre ONF Energie et le service public de l'ONF pour lequel vous oeuvrez, nous oeuvrons quotidiennement.

Après avoir réalisé des coupes de dimensions dont nous n'étions pas très fiers et à propos desquelles vous nous aviez gentiment chambrés, on se dit que le titre de mauvais élève peut-être partagé...

Forestièrement vôtre,

Jean Claude GRANDFAHY

AUX RENDEZ-VOUS DES ARBRES

Aujourd'hui : la forêt « cinq secrets » (1^{ère} partie)

Agronome reconnu et un des meilleurs spécialistes du climat et de l'écosystème amazonien, Antonio Donato Nobre témoigne des services rendus par cette vaste étendue arborée.

Les dernières observations (Imazon, INPE, Greenpeace et Ibama) révèlent une intense recrudescence de la déforestation en Amazonie. De quoi parle-t-on ?

Si on ne prend que les coupes claires, c'est-à-dire cette façon de couper les arbres au ras, tel un rasage de barbe, on a détruit au cours des quarante dernières années 736 000 km² de forêt. Cela signifie que 184 millions de terrains de football ont été rasés depuis les années 1970, soit deux fois la superficie de l'Allemagne. Quasiment un terrain de foot par Brésilien. Pour mesurer la vitesse de ce déboisement, il faut s'imaginer un tracteur doté d'une lame de 3m de long roulant à 756 km/h pendant quarante ans sans interruption : une sorte d'engin de fin du monde ...

Cette coupe des arbres représente selon vous une « guillotine des arbres » ...

L'Amazonie a trop longtemps disparu dans l'indifférence du plus grand nombre. J'ai fait cette comparaison avec la guillotine pour que l'on se rende compte du désastre en cours. D'après l'ensemble des estimations, cela représente 42 milliards d'arbres détruits, soit 2 000 par minute où 3 millions par jour ! C'est un chiffre dont il est difficile d'imaginer toute la monstruosité. Et ici, nous ne parlons que du « rasage ». On évoque rarement les forêts endommagées et dégradées par la main de l'homme, toutes ces zones que les images satellites ne distinguent pas et où il ne reste que quelques arbres qui masquent une déforestation plus graduelle. Or, il s'agit là de régions entières où la forêt n'est plus fonctionnelle et n'agit plus en tant qu'écosystème.

Quelle surface cela représente-t-il ?

D'après les indices de dégradation relevés entre 2007 et 2010, la zone couvre 1.3 million de km² de forêt dévastée à différents stades. En additionnant ce chiffre vertigineux aux espaces rasés, on atteint environ 2 millions de km², soit 40 % de la forêt amazonienne brésilienne. Sans oublier que de l'autre côté des frontières, au Pérou, en Colombie, en Bolivie et même Paraguay, on observe également une augmentation de la déforestation.

Comment mesurer les conséquences d'une telle déforestation ?

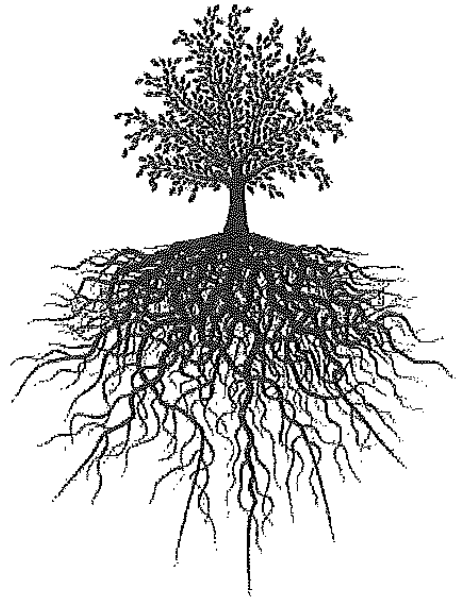
Le climat se ressent de chaque arbre retiré de l'Amazonie. Il faut comprendre que cette forêt est une usine de service environnemental. Chaque arbre y forme un système complexe et très riche. Ensemble, ils représentent une gigantesque pompe à eau. Ils inhalent l'air et transpirent de la vapeur d'eau qui s'échappe ensuite dans l'atmosphère.

Dans votre rapport, vous appelez cela les « geysers de la forêt »

Un grand arbre amazonien rejette plus de 1 000 l d'eau par jour. D'après nos calculs, la forêt du bassin amazonien émet dans l'atmosphère l'équivalent de 20 milliards de tonnes d'eau par jour, plus que le fleuve Amazone n'en déverse chaque jour dans l'océan Atlantique (17 milliards de tonnes). C'est cette puissance créatrice de la forêt, ce que j'appelle son premier « secret », qu'ont perçu, par exemple, les Indiens Yanomami : d'après eux, le ciel tombera le jour où tous les arbres d'Amazonie auront été coupés.

Votre rapport évoque quatre autres « secrets » amazoniens. Quel est le deuxième ?

Le deuxième secret réside dans la pureté de l'air amazonien. Les nuages en Amazonie ressemblent beaucoup aux nuages en mer. A la fin des années 1990, les scientifiques avaient appelé cela « l'océan vert ». Mais il y a un paradoxe : les océans bleu et vert n'ont pas la même pluviométrie. Pourquoi au-dessus de la forêt observe-t-on d'importantes précipitations que l'on ne rencontre pas sur les océans ? On sait aujourd'hui que les arbres émettent des substances volatiles que l'on pourrait comparer à des fragrances, des odeurs, et qui se précipitent en une poussière très fine, la *pixy dust* : ce sont ces particules invisibles qui participent à la formation des nuages et qui engendrent ensuite des pluies relativement fortes, mais douces, très génératrices de vie.



Qu'en est-il du troisième « secret » amazonien ?

Il réside dans l'auto-survivance de cette forêt. Celle-ci a su perpétuer son existence et sa biodiversité depuis 50 000 ans, malgré les cataclysmes, les réchauffements, les périodes de glaciation, etc. L'Amazonie s'est développée de manière ininterrompue pendant tout ce temps parce qu'elle a précisément une capacité à produire un climat favorable à elle-même. C'est la théorie de la pompe biotique. La forêt produit d'immenses flux de vapeur et diminue la pression atmosphérique. Elle pompe de l'air des océans et modifie l'atmosphère. Avec les racines des arbres qui plongent à plus de 20 m de profondeur, la forêt est liée à un océan d'eau douce sous ses pieds. Même dans une situation externe défavorable, l'Amazonie pourrait encore créer des pluies. Elle produit pour elle-même et exporte des nutriments et de l'eau avec les vents.

Est-ce la raison pour laquelle ce continent est différent des autres régions du Monde ?

Oui, c'est là le quatrième secret de l'Amazonie. La forêt maintient l'air humide et l'exporte. Pendant plusieurs mois par an, elle déverse cette humidité à travers des « rivières aériennes de vapeur » vers une région qui s'étend de Cuiabà à Buenos Aires au sud et de São Paulo aux Andes. Si l'on regarde une carte du monde en suivant cette même latitude, on tombe sur le désert d'Atacama au Chili, le désert du Kalahari en Namibie, et le bush australien. Or, ici, la circulation de l'eau fonctionne avec la chaîne des Andes qui joue le rôle d'un mur de 6 000 m de haut. Aujourd'hui, ce vaste quadrilatère est irrigué, contient de l'humidité et produit 70 % du PIB sud-américain. Le problème, c'est que nous détruisons avec cette déforestation les sources de ces rivières volantes. Sans les services de la forêt, ces régions productrices pourraient avoir un climat presque désertique.

Le cinquième secret vous sera dévoilé dans le prochain Antidote

UN MANIFESTE SUR LA LIBERTE DE LA PRESSE

« ...ce qu'il nous plairait de définir ici, ce sont les conditions et les moyens par lesquels, au sein même de la guerre et de ses servitudes, la liberté peut être, non seulement préservée, mais encore manifestée. Ces moyens sont au nombre de quatre : **la lucidité, le refus, l'ironie et l'obstination.**

La **lucidité** suppose la résistance aux entraînements de la haine et au culte de la fatalité. Dans le monde de notre expérience, il est certain que tout peut être évité. La guerre elle-même qui est un phénomène humain, peut être à tout moment évitée ou arrêtée par des moyens humains. Il suffit de connaître l'histoire des dernières années de la politique européenne pour être certain que la guerre qu'elle qu'elle soit, a des causes évidentes. Cette vue claire des choses exclut la haine aveugle et le désespoir qui laisse faire. Un journaliste libre en 1939 ne désespère pas et lutte pour ce qu'il croit vrai comme si son action pouvait influencer sur le cours des événements.

En face de la **marée montante de la bêtise**, il est nécessaire également d'opposer quelques **refus**. Toutes les contraintes du monde ne feront pas qu'un esprit un peu propre accepte d'être malhonnête. Or, et pour peu qu'on connaisse le mécanisme des informations, il est facile de s'assurer de l'authenticité d'une nouvelle. C'est à cela qu'un journaliste libre doit donner toute son attention. Car, s'il ne peut dire tout ce qu'il pense il lui est possible de ne pas dire ce qu'il ne pense pas ou qu'il croit faux. Et c'est ainsi qu'un journal libre se mesure autant à ce qu'il dit qu'à ce qu'il ne dit pas. Cette liberté toute négative est de loin la plus importante de toutes, si l'on sait la maintenir. Car elle prépare l'avènement de la vraie liberté. En conséquence, un journal indépendant donne l'origine de ses informations, aide le public à les évaluer, **répudie le bourrage de crâne, supprime les invectives**, pallie par des commentaires l'uniformisation des informations et, en bref, sert la vérité dans la mesure humaine de ses forces. Cette mesure, si relative qu'elle soit, lui permet du moins de refuser ce qu'aucune force au monde ne pourrait lui faire accepter : **servir le mensonge.**

Nous en venons ainsi à **l'ironie**. On peut poser en principe qu'un esprit qui a le goût et les moyens d'imposer la contrainte est imperméable à l'ironie. On ne voit pas Hitler, pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, utiliser l'ironie socratique. Il reste donc que l'ironie demeure une arme sans précédent contre les trop puissants. Elle complète le refus en ce sens qu'elle permet, non plus de rejeter ce qui est faux, mais de dire souvent ce qui est vrai. Un journaliste de 1939 ne se fait pas trop d'illusion sur l'intelligence de ceux qui l'oppriment. Il est pessimiste en ce qui regarde l'homme. Une vérité énoncée sur un ton dogmatique est censurée neuf fois sur dix. La même vérité dite plaisamment ne l'est que cinq fois sur dix. Cette disposition figure assez exactement les possibilités de l'intelligence humaine. Elle explique également que des journaux français comme *Le Merle* ou *Le Canard Enchaîné* puissent publier régulièrement les courageux articles que l'on sait. Un journaliste libre en 1939 est donc nécessairement ironique, encore que ce soit souvent à son corps défendant. Mais la vérité et la liberté sont des maîtresses exigeantes puisqu'elles ont peu d'amants.

Cette attitude d'esprit brièvement définie, il est évident qu'elle ne saurait se soutenir efficacement sans un minimum d'**obstination**. Bien des obstacles sont mis à la liberté d'expression. Ce ne sont pas les plus sévères qui peuvent décourager un esprit. Car les menaces, les suspensions, les poursuites obtiennent généralement en France l'effet contraire à celui qu'on se propose. Mais il faut convenir qu'il est des obstacles décourageants : la constance dans la sottise, la veulerie organisée, l'intelligence agressive et nous en passons. Là est le grand obstacle dont il faut triompher. L'obstination est ici une vertu cardinale. Par un paradoxe curieux mais évident, elle se met alors au service de l'objectivité et de la tolérance.

Albert Camus - Alger le 29 novembre 1939



COUP D'OEIL DANS LE RETRO

J'ai débuté ma carrière à l'ONF il y a vingt ans, ayant dépassé la quarantaine j'arrive à l'heure des premiers bilans. Rassurez-vous je ne vais pas vous exposer ma vie privée, ce sont plutôt les changements en vingt ans à l'ONF que je vais examiner. Certaines choses ont évolué favorablement d'autres non, sans jouer les nostalgiques ou les c'était mieux avant, je peux tout de même en conclure que c'était mieux avant.

Hier encore j'avais 20 ans...

A cette époque nous disposions royalement de 4 bombes de peintures par an, aujourd'hui si tu n'as pas " bouffé ", dans tous les sens du terme, tes 4 bombes par semaine tu as l'impression de ne pas avoir travaillé.

L'annuaire des personnels de la DT faisait 48 pages, aujourd'hui il en compte 126 et pourtant nous étions 30 % de personnels en plus. Peut-être que les noms sont écrits plus gros ?

Lothar et Martin n'étaient encore que des prénoms.

" Je " n'était pas DG, # notmydg

Il n'y avait pas un VA par triage. Pour l'anecdote notre ancien DT Gilles Brouillet avait annoncé que grâce aux suppressions de postes nous aurions chacun notre VA. Youpi !

Je passais environ deux jours par mois à faire du travail de bureau, un peu plus en hiver. Aujourd'hui je n'ose pas compter.

On vendait les coupes en bloc ou en BF, ni contrat, ni UP. Les UF démarraient timidement.

Il n'y avait pas ou peu de spécialistes, pas de chefs de service mais des chefs de division. Pour caricaturer, l'ONF était au service de la forêt, maintenant les services de terrain sont au service des services.

Nous n'étions pas bourguignons (à part Véro).

On a pas tous les jours 20 ans....

Le martelage en planches était la règle pour bon nombre d'équipes, depuis un an il a disparu.

Les FOP régionales n'étaient pas vampirisées par l'informatique. On y parlait beaucoup sylviculture, mais aussi avifaune, champignon, faune, entomologie, aménagement...

Les RTT n'existaient pas mais on avait les 4 jours du DR.

J'avais encore des cheveux. Pardon, j'avais dit que je ne voulais pas parler de ma vie privée.

Il y avait toujours un nombre important de postes vacants de longue durée. Là encore, grâce aux suppressions de postes le phénomène a disparu. ReYoupi !

Je n'étais pas un Technicien Forestier Territorial mais un Agent Technique. Pourtant la plupart des gens continue à m'appeler le Garde Forestier ou garde, voir gardien.

Il fallait traiter bon nombre de bordereaux à la main, des pages de cubes à additionner en ne trouvant pas deux fois de suite le même résultat.

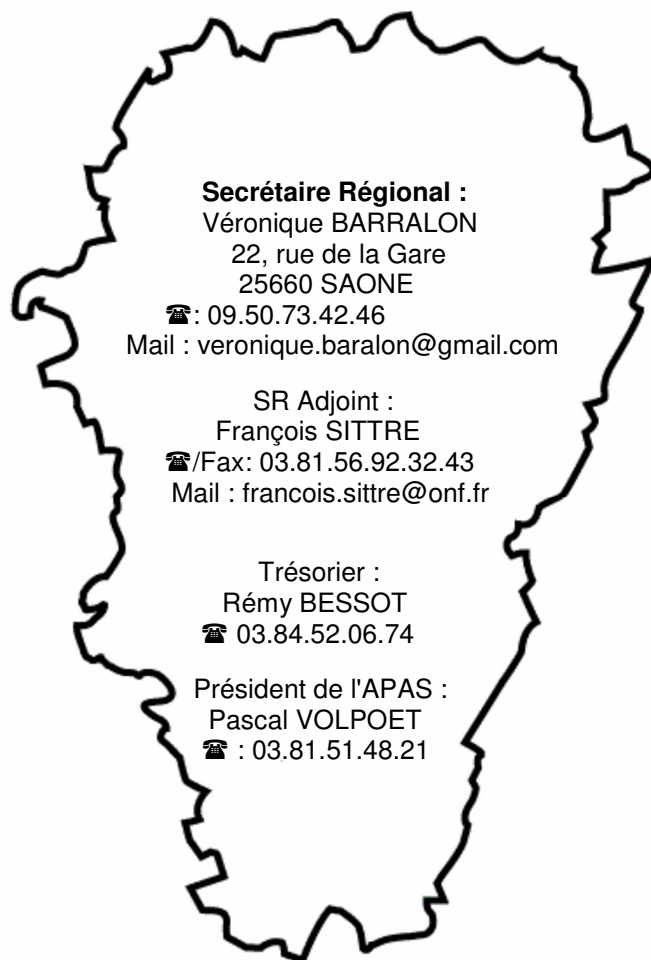
Pas de Teck, de Prodbois, de TDS, pas d'informatique sur le terrain mais pas de GPS non plus. Les plus avancés se donnaient rendez-vous de martelage sur Minitel.

36 15 code Moyen-Age.

Et surtout, surtout, il n'y avait pas de téléphones portables en martelage. Quand je vous disais que c'était mieux avant.



LE SNUPFEN Solidaires EN FRANCHE-COMTE



Secrétaire Régional :

Véronique BARRALON
22, rue de la Gare
25660 SAONE

☎ : 09.50.73.42.46

Mail : veronique.baralon@gmail.com

SR Adjoint :

François SITTRE

☎/Fax: 03.81.56.92.32.43

Mail : francois.sittre@onf.fr

Trésorier :

Rémy BESSOT

☎ 03.84.52.06.74

Président de l'APAS :

Pascal VOLPOET

☎ : 03.81.51.48.21

Secrétaire de section de l'agence de Besançon:

Laurent Brunner (☎ : 06.18.70.54.82) –

Adjoint : Frédérique LANGLOIS (☎ : 06.18.70.46.68)

Secrétaire de section de l'agence du Jura :

Cécile CAMBRIL (☎ : 06.26.41.68.65)

Adjoint : Thomas ABEL (☎ : 06..09.89.10.66)

Secrétaire de section de l'agence de VESOUL :

Laurent Chevalier (☎ : 06.13.32.04.55)

Adjoint : Michel MAGUIN (☎: 06.46.21.63.01)

Secrétaire de section de l'agence NORD-FRANCHE-COMTE

François SITTRE (☎ 03.81.92.32.43)

COTISATIONS 2017

GRADE	Cotisation annuelle
❖ Adjoint Administratif	132 €
❖ Chef de District Forestier	
❖ Adjoint Administratif 2ème Classe	144 €
❖ Adjoint Administratif 1ère Classe	156 €
❖ Technicien Forestier	168 €
❖ Secrétaire Administratif Classe Normale	180 €
❖ Technicien Principal Forestier	
❖ Secrétaire Administratif de Classe Supérieure	192 €
❖ Secrétaire Administratif de Classe Exceptionnelle	204 €
❖ Chef Technicien Forestier	228 €
❖ Attaché Administratif	264 €
❖ CATE	
❖ IAE	276 €
❖ Attaché Administratif Principal	300 €
❖ IDAE	
❖ IGREF	348 €
❖ IGREFC	
❖ IGGREF	420 €



- le montant de la cotisation due par un stagiaire (lors d'une première prise de poste à l'ONF), est équivalente à

50 % du montant de la cotisation de son grade

- pour les adhérents relevant du droit privé, la cotisation est égale à **0,75 % du salaire net**

- la cotisation des adhérents à temps partiel est égale à la cotisation du grade x % du temps travaillé

- les adhérents retraités payent **50 % de la cotisation** de leur dernier grade

- les cotisations syndicales sont déductibles des impôts sur le revenu à hauteur de **66 % du montant total**

BULLETIN D'ADHESION SNUPFEN

NOM.....Prénom.....

Date de naissance Grade

Adresse.....

Tél :fax :mail :

Le Signature

Bulletin à envoyer à : Rémy BESSOT - 14 rue Jean de la Fontaine - 39300 CHAMPAGNOLE -

☎: 03.84.52.06.74

Contactez-le pour obtenir un imprimé de prélèvement automatique

ATTENTION : l'adhésion n'est effective qu'après le versement de la cotisation ou signature de l'autorisation de PAC (prélèvement automatique de cotisation) auprès du trésorier régional (n'oubliez pas de joindre alors un RIB ou un RIP)

*Ils n'étaient que quelques uns, ils furent foule soudain, ceci est de tous les temps.
Paul Eluard*

PENELOPE

Toi l'épouse modèle
Le grillon du foyer
Toi qui n'a point d'accrocs
Dans ta robe de mariée
Toi l'intraitable Pénélope
En suivant ton petit
Bonhomme de bonheur
Ne berces-tu jamais
En tout bien tout honneur
De jolies pensées interlopes
De jolies pensées interlopes ...

Derrière tes rideaux
Dans ton juste milieu
En attendant l'retour
D'un Ulysse de banlieue
Penchée sur tes travaux de toile
Les soirs de vague à l'âme
Et de mélancolie
N'as-tu jamais en rêve
Au ciel d'un autre lit
Compté de nouvelles étoiles
Compté de nouvelles étoiles ...

N'as-tu jamais encore
Appelé de tes vœux
L'amourette qui passe
Qui vous prend aux cheveux
Qui vous compte des bagatelles
Qui met la marguerite
Au jardin potager
La pomme défendue
Aux branches du verger
Et le désordre à vos dentelles
Et le désordre à vos dentelles ...

N'as-tu jamais souhaité
De revoir en chemin
Cet ange, ce démon
Qui son arc à la main
Décoche des flèches malignes
Qui rende leur chair de femme
Aux plus froides statues
Les bascul'de leur socle
Bouscule leur vertu
Arrache leur feuille de vigne
Arrache leur feuille de vigne ...

N'aie crainte que le ciel
Ne t'en tienne rigueur
Il n'y a vraiment pas là
De quoi fouetter un cœur
Qui bat la campagne et galope
C'est la faute commune
Et le péché véniel
C'est la face cachée
De la lune de miel
Et la rançon de Pénélope
Et la rançon de Pénélope

Georges BRASSENS

